



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEXAGONBRANDS

11 Chemin de la Chateline
87230 BUSSIÈRE-GALANT

Références : UiD872026-080

Code AIOT : 0006004331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement HEXAGONBRANDS implanté 11 Chemin de la Chateline 87230 Bussière-Galant. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de la procédure de liquidation judiciaire, afin de s'assurer que la procédure de cessation d'activité prévue par le Code de l'environnement puisse également être déroulée.

Outre le Code de l'Environnement, le présent rapport renvoi principalement au référentiel réglementaire suivant :

- Code de l'environnement et notamment les articles R.512-46-25 à 27 et R.512-75-1
- Arrêté préfectoral d'enregistrement du 18 novembre 2014

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEXAGONBRANDS
- 11 Chemin de la Chateline 87230 Bussière-Galant
- Code AIOT : 0006004331

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société HEXAGONBRANDS sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014 pour son stockage de matières plastiques (rubrique ICPE 2662-1 - *Polymères (stockage de)*) et dispose d'un récépissé de déclaration en date du 09 juillet 2014 pour son activité de transformation de polymères (rubrique ICPE 2661-1-c - *Polymères (transformation de) Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression*).

Le site dispose également d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'embouteillage du 26 juillet 2018, venant modifier l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2014 (activité d'embouteillage encadrée par l'ARS).

Les activités consistent à l'embouteillage et à la commercialisation de boissons (bouteilles d'eau et eaux aromatisées/ gazeifiées). Les eaux embouteillées sont issues d'une source située sur le périmètre du site.

Le site a changé plusieurs fois de nom et/ou d'exploitant (LORRUO, KORROSK, OPERLIERE puis HEXAGONBRANDS) depuis sa création. Une visite d'inspection avait été menée en 2024 dans le cadre de l'information du transfert d'activité de la société OPERLIERE à HEXAGONBRANDS.

Au jour de la visite, le site est sous une procédure de liquidation judiciaire, prononcée le 18 février 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de la cessation activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-46-25	Demande d'action corrective	3 mois
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, la cessation d'activité n'a pas été notifiée. **A défaut de repreneur, il conviendra de notifier cette cessation aux services de la Préfecture.**

Concernant la mise en sécurité du site, **des actions doivent être menées (suppression des risques d'incendie et d'explosion, évacuation des déchets et des produits chimiques) en fonction des enjeux précisés dans le présent rapport et des budgets disponibles à l'issue de la liquidation judiciaire.**

Il est rappelé que la procédure de cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) est encadrée par le Code de l'environnement et prévoit notamment que certaines étapes de cette procédure puissent être attestées par un organisme agréé. **Notamment, HEXAGONBRANDS étant un site soumis au régime de l'enregistrement, a minima une ATTES-SECUR est attendue à l'issue de la mise en sécurité du site (article R512-46-25) et une ATTES-MEMOIRE est attendue à l'issue du mémoire de réhabilitation (article R12-46-27).**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.
Constats : Au jour de la visite, il n'y a plus d'activité sur le site, la liquidation ayant été prononcée. Une procédure judiciaire est en cours et, à date, il n'y a pas de repreneur identifié mais une reprise de l'activité pourrait être envisageable. Il est rappelé que pour une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement, la cessation d'activité doit être notifiée 3 mois avant la date de l'arrêt définitif des installations. S'agissant d'une liquidation judiciaire, la notification n'a pu, de fait, être notifiée trois mois avant l'arrêt des activités. Cette notification doit préciser l'usage futur du site (par défaut, un usage similaire et donc industriel tel que défini dans l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014) ainsi que le calendrier associé à la mise en sécurité des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A défaut d'une reprise d'activité sur le site, il est demandé au liquidateur judiciaire, représentant de l'exploitant HEXAGONBRANDS, de notifier au Préfet la date d'arrêt définitif des installations et de préciser les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° La mise à l'arrêt définitif ;2° La mise en sécurité ;3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;4° La réhabilitation ou remise en état. <p>Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.</p> <p>Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.</p> <p>III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;2° Des interdictions ou limitations d'accès ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p>

<p>VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La présente visite d'inspection s'est axée sur la mise en sécurité du site. Cette mise en sécurité se décompose en plusieurs étapes permettant d'assurer que le site ne présente plus de risque pour les intérêts à protéger.</p> <p>Lors de la visite d'inspection les éléments présentés en annexe confidentielle ont été constatés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le liquidateur judiciaire, représentant l'exploitant HEXAGONBRANDS, doit mettre en sécurité l'installation tel que prescrit dans l'article R512-75-1 sus-visé et notamment au regard des éléments précisés dans le constat précédent détaillé en annexe confidentielle.</p> <p>A noter qu'à l'issue du process de mise en sécurité, une entreprise agréée devra émettre une ATTES-SECUR attestant des mesures mises en œuvre et, que cette attestation devra être transmise aux services de l'Inspection en application de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>